



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 556/DDPP/2017
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le titre VII du livre Ier code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2003 autorisant la société CARRIERES VIAL à exploiter une carrière de roches dures sur le territoire de la commune de Saint Sixte, lieudit "Goutte de l'Heur" ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 12 février 2009 modifiant les articles 7§7.4 et 8 de l'arrêté d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 20 novembre 2017, établi à la suite d'une visite d'inspection du 10 novembre 2017, constatant que la société CARRIERES VIAL ne respecte pas les dispositions des articles 6.6, 10.2, 11 et 14.3 de l'arrêté d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a plus fait établir de rapport de suivi par un organisme qualifié depuis décembre 2008, alors que l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé impose la réalisation d'un rapport annuel rendant compte de l'état d'avancement des travaux de la carrière, des éléments statistiques concernant celle-ci, des mesures et contrôles et des faits marquants intervenus ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les fréquences de mesures concernant les eaux rejetées au milieu, les retombées de poussière et les émissions de bruit imposées respectivement par les articles 10.2, 11 et 14.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société CARRIERES VIAL, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Saint Sixte, lieudit "La Goutte de l'Heur" est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

1°) les dispositions prévues à l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé, qui prévoient que l'exploitant s'adjoindra une personne ou un organisme qualifié, chargé de l'assister pour le suivi du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral précité et que cette personne ou cet organisme rendra compte sous la forme d'un rapport, au moins une fois par an, de l'état d'avancement des travaux de la carrière, des éléments statistiques concernant celle-ci, des mesures et contrôles réalisés et des faits marquants intervenus, sous un délai de 3 mois

2°) les dispositions prévues à l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé, qui prévoient que l'efficacité du bassin de décantation sera vérifiée par une analyse des eaux rejetées effectuée dans l'année suivant la signature de l'arrêté préfectoral précité et qu'un tel contrôle sera renouvelé en cas de plainte fondée concernant la qualité des eaux rejetées et, en l'absence de plainte, au moins annuellement, **sous un délai d'un mois**

3°) les dispositions prévues à l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé, qui prévoient qu'un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement sera mis en place, que, dans l'année suivant la date de signature de l'arrêté préfectoral susvisé, deux mesures seront réalisées sur une période significative (celle prévue par la norme de la méthode de mesure utilisée) à 6 mois d'intervalle et qu'ensuite le rythme de mesure sera bi-annuel, **sous un délai de 2 mois**

4°) les dispositions prévues à l'article 14.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2003 modifié susvisé, qui prévoient que le respect des valeurs des niveaux de bruit maximaux et des valeurs maximales d'émergence sera vérifié dans les 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral susvisé par des campagnes de mesures réalisées à proximité des habitations les plus proches, par des organismes indépendants et compétents et que les campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les 2 ans, **sous un délai de 6 mois**

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de Saint Sixte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

18 DEC. 2017

copie adressée à :

- Société CARRIERES VIAL

Le Peu

42890 SAIL SOUS COUZAN

-Mairie de St Sixte

- Inspection de l'environnement DREAL IUD 42/43

- Archives

- Chrono

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX